

MAIRIE DE SAINTE EULALIE GIRONDE COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 17/12/2018

L'an deux mille dix-huit, le dix-sept décembre, le conseil municipal de la commune de Sainte Eulalie, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Hubert LAPORTE, Maire.

Date de convocation du conseil municipal : le mardi 11 décembre 2018

Présents : Mesdames et Messieurs LAPORTE, AYAYI, Y. LAURENTJOYE, BASTIEN, YANINI, BORIES, SEGUIN-GENESTE, DUTRUCH, PERRY, MARIE, CHAPSAL, HURIER, HEINRICH et GOUDEAU.

Excusés ayant donné pouvoirs :

M. RAKOTOARISOA ayant donné pouvoir à M. HURIER,
Mme CAJIDE ayant donné pouvoir à M. DUTRUCH,
Mme O. LAURENTJOYE ayant donné pouvoir à Mme Y. LAURENTJOYE,
M. L'HOSTIS ayant donné pouvoir à Mme AYAYI,
M. DECONZANET ayant donné pouvoir à M. YANINI,
M. COMPAGNON ayant donné pouvoir à Mme BORIES,
M. DA PONTE ayant donné pouvoir à M. LAPORTE,
M. BARTHES ayant donné pouvoir à Mme CHAPSAL,
Mme HERVE ayant donné pouvoir à M. MARIE,
Mme DUVERGER ayant donné pouvoir à Mme SEGUIN-GENESTE,
M. BLANCHARD ayant donné pouvoir à Mme HEINRICH-PAILLERET.

Excusés :

Mme DE CEA,
M. LABAT.

Mme AYAYI est nommée secrétaire de séance.

► **Vote à l'unanimité** du procès-verbal du Conseil Municipal du 15 octobre 2018.

Rajout de 2 points à l'ordre du jour :

- Avenant à l'accord cadre voirie pour intégration de 2 prix nouveaux,
- Elargissement de l'application de l'IAT au grade de gardien brigadier de police municipale.

Début de la séance à 18h45

1. Débat d'Orientations Budgétaires 2019

A/ Cadre législatif et jurisprudentiel

→ M. le Maire rappelle qu'en vertu des dispositions de l'article L 2312-1 du code Général des collectivités territoriales, un débat doit avoir lieu au sein du conseil municipal sur les orientations générales du budget dans un délai de 2 mois précédent l'examen de celui-ci.

Il précise que le débat d'orientations budgétaires n'a aucun caractère décisionnel mais qu'il doit, néanmoins, faire l'objet d'une délibération (sans vote).

Il ajoute, par ailleurs, que la jurisprudence administrative a posé le principe selon lequel la tenue du débat d'orientations budgétaires ne pouvait avoir lieu à une échéance trop proche du vote du budget (T.A. de Montpellier, 11 octobre 1995, M. Brard c/Commune de Bédarieux).

B/ Objectifs du D.O.B

→ M. le Maire précise que ce débat permet à l'assemblée délibérante :

- de discuter des orientations budgétaires de l'exercice qui fixent le cadre du budget primitif,
- de définir la stratégie financière de la commune.

C/ Orientations 2018

→ Déclaration de M. le Maire : « Nous allons ce soir définir la stratégie financière de la Commune pour 2019 et débattre des orientations budgétaires que nous voulons impulser à notre prochain budget et en fixer les axes prioritaires.

• Une situation financière contrainte

Alors que la Commune a connu une succession d'exercices budgétaires complexes avec le projet de renouvellement urbain, la préparation du budget primitif 2019 s'inscrit dans un contexte plus normalisé mais ô combien contraignant.

**** en matière de Dotation Globale de Fonctionnement***

Après 4 années de fortes baisses successives, la DGF versée par l'Etat est stabilisée depuis l'année dernière conformément à la loi de programmation des finances publiques 2018-2022. Le montant de la contribution au redressement des finances publiques reste donc figé à son niveau de 2017, à 363 977€.

Le manque à gagner pour la Commune, si l'on se réfère au montant de la DGF accordée en 2013, s'élève au bout de 6 années à 1 517 684€.

Cette dotation constitue la seconde recette de fonctionnement du budget communal (en terme de volume financier). Elle est passée de 708 826€ en 2013 à 363 977€ en 2019.

Cette division par deux de cette recette, cette chute inexorable de nos ressources, nous contraint à revoir notre modèle économique et à rechercher un nouvel équilibre en repensant nos dépenses et en optimisant nos autres ressources.

****en matière de transfert de charges***

Dans le même temps, l'Etat alourdit encore nos dépenses de fonctionnement par la raréfaction des contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) et des contrats d'avenir (CA), le transfert de nouvelles missions et le désengagement de l'Etat sur les services publics, comme par exemple pour notre bureau de Poste.

Cette double peine (réduction drastique des aides de l'Etat et alourdissement des charges) réduit inéluctablement, comme pour beaucoup de Communes de France, nos marges de manœuvre d'année en année.

**** la Commune de Sainte-Eulalie a une situation financière saine et équilibrée***

Pour faire face à cette situation de réduction de la dotation de l'Etat, nous avons fait le choix, depuis plusieurs années déjà :

- De développer notre économie et en particulier notre zone commerciale de Grand Tour pour dynamiser nos bases fiscales. Le produit fiscal qui en découle, est passé de 2 007 800€ en 2011 à 2 480 000€ en 2018, soit un bond de près de 496 000€ de recettes supplémentaires.
- De maîtriser nos charges de personnel, en optimisant et en réorganisant nos services.
- De maîtriser aussi nos dépenses de fonctionnement, par exemple, en matière de charges à caractère général qui s'élève à 1 275 000€ pour 2018 ; nous notons même d'année en année une stabilité voire une réduction.
- D'aller chercher des subventions pour chaque projet.
- D'aller chercher de nouvelles recettes ; les conventions d'occupation du domaine public pour les antennes de téléphonie ou la mutualisation de notre Police Municipale avec la Commune d'Yvrac en sont des exemples qui nous rapporteront près de 36 000€ de plus par an.
- D'être attentifs à chaque euro dépensé en examinant pour chaque action la pertinence des projets et leur utilité pour le plus grand nombre d'Eulaliens.

Nous sommes innovants dans nos méthodes, chaque année nous dépensons moins et mieux. Notre situation financière est saine, équilibrée et maîtrisée, ce qui est un atout pour envisager notre budget 2019 avec sérénité.

Vous l'avez compris, nous préférons réaliser des économies de fonctionnement, être attentifs à chaque euro dépensé, au lieu de demander un effort supplémentaire aux Eulaliens.

- **Les propositions d'orientations budgétaires pour 2019 :**

Nous devons, pour 2019, construire un budget équilibré, qui préserve nos capacités de mener à bien nos projets, qui confirme notre volonté d'améliorer la qualité de vie des Eulaliens et qui nous permette d'accroître l'efficacité des services.

Pour cela, nous vous proposons les grandes orientations suivantes :

1/ Pas d'augmentation des taux d'imposition des ménages

Nous nous fixons l'objectif d'équilibrer notre budget sans aucune augmentation des 3 taux des impôts locaux (taxe d'habitation 16.90%, taxes foncières sur les propriétés bâties 22.93% et non bâties 51.24%).

C'est un engagement fort de ne pas augmenter les impôts locaux que nous avons pris devant les Eulaliens et nous tiendrons cette année encore cet engagement pour la 11ème année consécutive.

A Sainte-Eulalie, nous n'avons pas attendu le mouvement des « gilets jaunes » pour être attentifs à la fiscalité, pour soutenir les ménages les plus modestes et préserver le pouvoir d'achat des Eulaliens.

Par ailleurs, le principe de dégrèvement complémentaire à celui de 2018, de la taxe d'habitation et qui vise à terme à dispenser de taxe d'habitation les foyers d'ici 2020, comme prévue dans la loi de finances, se poursuit. L'abattement sera soumis à condition de ressources et pourra être en 2019 de 65%.

L'Etat doit compenser à l'euro près la Commune pour la perte de cette recette, à l'exception des éventuelles hausses de taux d'impôts locaux intervenues après 2017 et qui resteront à la charge du contribuable. Ce qui n'est pas le cas pour Sainte-Eulalie puisque justement nous vous proposons de ne pas augmenter la fiscalité locale.

Nous vous proposons également :

2/ La réduction de notre dette pour préserver notre capacité d'investissement

Dégager un autofinancement suffisant et baisser le volume et la charge de notre dette, telles sont les deux orientations budgétaires qui s'ajoutent à celle de ne pas augmenter le taux des impôts locaux.

Pour 2019, je vous propose de poursuivre le remboursement de notre dette à hauteur de 283 000€ de capital. C'est un effort important. Il ramènera notre endettement à son niveau le plus bas de ces 15 dernières années, sous la barre des 3 millions d'euros. Dans le même temps, notre trésorerie et

nos recettes nous permettront de réaliser nos projets d'investissement, en particulier pour lancer la construction d'une salle de sports qui remplacera l'actuelle salle de musculation et les vestiaires de football, poursuivre la réhabilitation du centre culturel Dutruch, rénover notre patrimoine, poursuivre l'entretien de nos bâtiments, en particulier en termes énergétique et d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, remettre en état notre voirie, nos trottoirs et notre éclairage public, créer une nouvelle aire de jeux pour nos enfants et de nouveaux espaces verts.

Vous l'avez compris, nos marges de manœuvre sont étroites, mais nous avons fait le choix cette année encore d'orienter notre budget vers la réalisation de nos projets pour améliorer la vie quotidienne et les services aux Eulaliens.

Nos choix d'investissement restent guidés par le bon sens et l'intérêt général.

3/ De poursuivre la rationalisation et la maîtrise des charges de fonctionnement

Pour cela, je vous propose de nous astreindre à stabiliser nos charges de fonctionnement, et en particulier nos dépenses de personnel, en poursuivant la rationalisation dans l'organisation et le fonctionnement de nos services. Ainsi, nos dépenses de fonctionnement resteront en 2019 autour de 4.8 millions d'euros. L'objectif est de limiter la progression de ces dépenses réelles de fonctionnement à + 1.2% par an sur les exercices 2020 à 2022 et de se soumettre à la même règle que celle proposée et contractualisée entre l'Etat et les plus grandes collectivités territoriales, laissant ainsi plus de place à l'investissement.

La Commune poursuivra dans le même temps en 2019 son soutien aux associations que cela soit financièrement, à hauteur de 300 000€ ou par des prêts de salles, en matériel et en mise à disposition du personnel municipal. Mais l'effort et l'austérité qui nous sont imposés par l'Etat nous contraindront aussi à être très attentifs à la maîtrise financière de ce poste. Je remercie à ce titre les clubs sportifs et les associations qui travaillent avec nous à trouver des sources d'économie dans leur propre budget tout en développant des projets pour les Eulaliens. L'objectif fixé ce soir est de maintenir à l'identique les niveaux d'aide financière aux associations.

Nos priorités, et c'est encore une orientation budgétaire, sont celles qu'expriment les Eulaliens, dans les domaines de l'éducation, de la qualité environnementale et plus généralement du développement durable, du développement économique et de l'emploi, de la sécurité des biens et des personnes et du logement.

Ces priorités se traduiront par des actions concrètes, des choix quotidiens sans forcément avoir un impact financier important pour notre budget. Mais aujourd'hui, dans le cadre de ce débat général, je veux confirmer l'ambition que nous portons pour Sainte-Eulalie sur ces sujets.

Tout cela, nous pouvons le réaliser et je vous propose de le mener à bien ensemble pour répondre aux besoins des Eulaliennes et des Eulaliens. Bien sûr, il y a beaucoup à faire, mais nous devons continuer d'agir par priorité, en tenant nos engagements, en étant les garants de la pérennité financière de notre commune.

Voilà ce que je souhaitais vous dire en introduction de ce débat sur les orientations budgétaires 2019. »

→ **A l'unanimité**, le conseil municipal prend acte du débat sur les orientations générales du budget 2019, conformément à la législation.

2. Bilan de la concertation du Plan Local d'Urbanisme

→ Déclaration de M. le Maire : « Nous avons, le 13 novembre 2017, débattu ensemble des grandes orientations que nous voulions donner en terme d'urbanisme à notre Commune, à travers le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

Depuis, et grâce à une large concertation, nous avons construit avec les Eulaliens notre Plan Local d'Urbanisme.

Ce soir, nous allons l'arrêter ensemble avant qu'à nouveau nous consultations les personnes publiques associées et que nous organisions une enquête publique.

Ces derniers temps de consultation et d'écoute permettront à nouveau à chacun de s'exprimer.

Riches de ces échanges, nous pourrons alors ainsi amender notre Plan Local d'Urbanisme avant de le valider définitivement ensemble.

Le Plan Local d'Urbanisme que nous vous présentons ce soir est raisonné, il privilégie la qualité des logements à leur quantité, il privilégie la préservation du cadre de vie des Eulaliens à l'agrandissement de la Commune, il privilégie les espaces verts par rapport au béton. Il est tourné vers l'avenir, il permettra le développement des transports en commun, une meilleure prévention des inondations, une protection de notre viticulture et assurera un développement économique équilibré de notre Commune. Il prévoit un développement doux et en même temps la modernisation de Sainte-Eulalie. Tout cela, nous voulons le faire avec les Eulaliens et pour les Eulaliens, dans le respect de notre environnement et dans l'intérêt général.

Le 1er objectif de ce PLU est de poursuivre un développement urbain et qualitatif, respectueux du patrimoine et du paysage de Sainte-Eulalie :

Le projet de PLU que nous vous proposons d'arrêter ce soir réaffirme la volonté de limiter à 5 000 habitants notre évolution de population et cela dans le but de préserver notre environnement et notre qualité de vie.

Ce que nous voulons conserver pour Sainte-Eulalie, c'est à la fois la douceur de vivre d'un village rural et les atouts d'une ville moderne et dynamique. Nous voulons une commune qui alterne des jardins privés, espaces verts publics, ruisseaux, vignes, qui procurent un sentiment de bien-être et de sérénité.

Nous souhaitons garder un habitat de type pavillonnaire. Il est, pour nous, le symbole de notre qualité de vie. Nous voulons aussi préserver notre bourg, qu'il soit un lieu de vie autour de ses commerces, ses services, mais aussi de ses écoles et de ses équipements publics.

Nous avons également la volonté que chaque Eulalien, quel que soit son âge, sa situation familiale ou professionnelle, puisse continuer à trouver un habitat de qualité à Sainte-Eulalie.

Le règlement et le zonage du nouveau Plan Local d'Urbanisme que nous vous proposons d'arrêter ce soir intègrent ces grands équilibres.

Ce projet de PLU fixe aussi avec des Orientations d'Aménagement, les besoins en logements sociaux que nous impose la Loi Duflot !

Le 2ème objectif de ce PLU est de préserver et valoriser notre patrimoine bâti et végétal

Le projet de PLU que nous vous proposons réaffirme la volonté de préservation des espaces agricoles et viticoles, ainsi que de conforter des espaces verts et les éléments du patrimoine bâti de Sainte-Eulalie. Ce sont nos racines.

Notre PLU tient aussi compte de plusieurs textes législatifs dont les lois SRU, Grenelle 1 et 2 et ALUR. Ces textes vont dans le sens de l'arrêt de l'ouverture de nouvelles zones agricoles et naturelles à l'urbanisation. L'objectif est ainsi d'éviter la disparition rapide d'une multitude d'espaces naturels et de la biodiversité, mais aussi de garder les habitations proches des services publics, des écoles, des transports et des réseaux existants.

La qualité de vie que nous voulons pour les Eulaliens est, pour nous, synonyme d'espaces verts, de viticulture, de flore, de faune et de patrimoine préservés.

L'identité paysagère, rurale, viticole de notre Commune est un marqueur de Sainte-Eulalie.

Le nouveau PLU continue à protéger notre environnement, conforte les protections paysagères, patrimoniales déjà existantes et valorise les continuités écologiques. La Commune compte aussi une dizaine d'exploitations viticoles qui cultivent près de 131 hectares de vigne classée en AOC. Ces espaces façonnent notre paysage et doivent également continuer à être protégés.

La trame bleue et verte qui accompagne les ruisseaux de la Commune constitue une continuité écologique au sein des zones urbanisées. Nous voulons que la nature pénètre ainsi Sainte-Eulalie de part en part et permette des espaces de respiration.

Pour cela, le zonage du nouveau PLU prévoit une augmentation de 16ha de zone naturelle (+7%), une augmentation de 28ha de zone d'arbres en Espace Boisé Classé (+25%) et une augmentation de 14ha d'espaces viticole et agricole (+4%). Le règlement de son côté protège plus d'une centaine d'éléments du patrimoine et recense la préservation de plusieurs points de vue remarquables.

Le 3ème objectif de ce PLU est de développer notre gare SNCF et les modes de déplacement doux et respectueux de l'environnement.

Le PLU que nous vous proposons d'arrêter ce soir retranscrit la volonté des Eulaliens d'apporter une vraie réponse à la problématique de la suppression du bouchon ferroviaire de Bordeaux. Ce projet, porté par SNCF Réseaux, risque d'entraîner la suppression des passages à niveaux. Nous défendons, vous le savez, de notre côté, l'enfouissement de la voie ferrée pour d'une part, éviter l'enclavement de la Commune et d'autre part, limiter l'impact des nuisances sonores.

Ce nouveau PLU prend aussi en compte la problématique des transports, dans la mesure, bien sûr, de nos compétences.

Une attention particulière est portée au développement des transports en commun et des liaisons douces. Ces dernières doivent nous permettre, à terme, de nous déplacer autrement qu'en voiture, dans la Commune, mais aussi pour rejoindre la Métropole Bordelaise.

Pour cela, nous voulons développer avec nos voisins de Carbon-Blanc, notre gare SNCF. Nous envisageons de la rendre plus lisible, plus accessible et avec un cadencement de trains plus important et plus régulier.

Pour cela, le plan de zonage de notre nouveau PLU intègre en particulier plusieurs emplacements réservés pour y parvenir.

Le 4ème objectif est de protéger les Eulaliens des risques et des pollutions sonores.

Il prend en compte des nuisances existantes et futures afin d'en limiter durablement les impacts et d'éviter les erreurs du passé. Qu'il s'agisse de l'impact visuel, écologique, phonique de l'A10, de la voie ferrée ou des lignes hautes et très hautes tensions, du risque d'inondation causé par nos ruisseaux ou qu'il s'agisse du dossier du bouchon ferroviaire.

Pour cela, le nouveau plan de zonage intègre en particulier des bassins de retenue d'eau afin de prévenir des inondations, interdit l'habitat sous les lignes hautes tensions et s'efforce de développer l'habitat futur dans les zones de calme de Sainte-Eulalie.

Le 5ème objectif de ce PLU est d'assurer un développement économique équilibré de Sainte-Eulalie.

Le projet de PLU que nous allons arrêter ce soir permet un développement des activités viticoles et commerciales de Sainte-Eulalie.

Nous voulons tout d'abord, dynamiser, favoriser le maintien de l'activité de notre centre bourg tout en préservant son charme.

D'autre part, nous voulons diversifier un peu plus l'offre de la zone commerciale de Grand Tour avec des équipements qui relèvent non seulement du loisir, des services, du commerce mais aussi tournés vers l'économie verte, l'hôtellerie, le sport et le bureau. Afin de permettre aussi l'émergence de lieux de rencontres, d'évènementiel et de rassemblement professionnels. La métamorphose urbaine de Grand Tour va donc se poursuivre avec une attention particulière portée sur la place du paysage le long de l'Avenue d'aquitaine, sur le développement de la gare, des pistes cyclables, des trottoirs et sur la circulation.

Le nouveau PLU intègre l'ensemble de ces orientations à travers, en particulier, des emplacements réservés et des Orientations d'Aménagement Commercial.

Ce PLU répond aux besoins des Eulaliens et aux générations futures. Il permet de garder un cadre de vie harmonieux et maîtriser le développement urbain face à l'accroissement très fort de la Métropole Bordelaise. Sainte-Eulalie fait le choix ce soir d'un développement doux et de qualité plutôt que celui du nombre de logements.

Une Commune où l'on puisse à la fois travailler, grandir, se reposer, consommer et s'épanouir. Le choix d'une Commune où il fait tout simplement bon vivre. »

→ M. le Maire remercie Mmes Bories, Beau et Creusot pour l'implication et le travail réalisé ainsi que les Eulaliens qui ont largement participé

→ Mme Bories retrace le bilan de la concertation et fait état des modalités de concertation qui ont été mises en œuvre :

- Exposition des études : diagnostic du PLU, porter à connaissance de l'Etat, diagnostic agricole, présentation
- Organisation d'une réunion publique le 26 juin 2018 ;
- Mise en ligne de la délibération de prescription de la révision sur le site internet de la commune,
- Articles dans les bulletins municipaux de janvier 2017, octobre 2017, janvier 2018, avril 2018, juillet 2018, octobre 2018.
- Registre des observations du public ;

51 demandes ont été recensées en Mairie depuis l'ouverture du registre le 11 octobre 2016 jusqu'au 17 décembre 2018, jour d'arrêt de la concertation. Ce registre a été mis à la disposition du public à l'accueil de la Mairie, accompagné du Projet d'Aménagement et de Développement Durables. Les demandes ont été formulées soit par écrit directement sur le registre soit par courrier postal soit par courriel.

Il semble important de dire que les membres du groupe de travail ont eu connaissance, tout au long de la révision du PLU des requêtes. Leur prise en compte a donc été effective et continue dans le processus de révision.

Les requêtes portent en majorité sur des demandes de classement de parcelles en zones constructibles.

Au bilan et après analyse, on peut classer et répondre de la façon suivante :

Plusieurs demandes concernent des souhaits de mise en constructibilité de terrains situés en zone agricole

Dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, la priorité est donnée à la densification des espaces déjà urbanisés, notamment le développement des enveloppes urbaines autour des pôles de vie existants, à la limitation des extensions d'urbanisme et à la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers.

Par ailleurs, afin de limiter l'étalement urbain et d'assurer une meilleure cohabitation entre les différents espaces, une attention particulière est donnée aux espaces d'interface entre les espaces urbains et les espaces agricoles et naturels qui constituent des limites à l'urbanisation. Pour assurer cet espace de transition, le PLU prévoit notamment la création d'Espaces Boisés Classés entre les zones urbaines et les zones agricoles.

De plus, conformément au SCOT de l'agglomération bordelaise, des zones sanctuarisées viticoles doivent être respectées. Le PLU est un document d'intérêt général qui doit être compatible avec les documents supra communaux.

Il faut noter également que les zones d'habitat sont limitées en priorité aux zones bénéficiant du réseau d'assainissement collectif.

Conformément au SCOT de l'agglomération bordelaise et à la loi ALUR, le souhait de la commune est de ne pas favoriser les urbanisations dispersées sur le territoire communal et de préserver les paysages agricoles. Ainsi, la prise en compte de ces demandes ne peut être favorable.

Plusieurs demandes concernent des souhaits de mise en constructibilité de terrains situés en zone naturelle et de suppression d'Espaces Boisés Classés

Certaines de ces demandes ont pour objectif premier de permettre le détachement de parcelles sur de grandes propriétés. Dans son Projet d'Aménagement et de Développement Durables, la commune s'est fixée pour objectif de préserver les espaces verts et jardins remarquables dans les secteurs bâtis et d'éviter leur urbanisation afin de conserver des espaces de respiration. De ce fait, il n'est pas possible de donner une suite favorable à ces demandes.

Les autres demandes concernent des parcelles situées en bordure de ruisseau. Les berges du Gua et de ses affluents sont volontairement classées en zone naturelle afin de maintenir et de préserver les corridors écologiques. Cette volonté est renforcée par la création d'Espaces Boisés Classés afin de préserver les boisements et alignements existants et de favoriser le développement des trames vertes et bleues le long du Guâ et de ses affluents.

Un travail important de repérage des éléments de patrimoine paysager (Espaces Boisés Classés, arbres remarquables) a été réalisé dans le cadre de la révision du PLU.

Les boisements et alignements répertoriés ne peuvent donc être supprimés.

Certaines demandes concernent des souhaits de changement de zonages urbains

Ces demandes ont également pour objectif de favoriser les divisions foncières, difficilement réalisables en zone UC de part un règlement restrictif. Même si le tissu urbain a évolué ces dernières années, les zones urbaines concernées sont peu denses et non desservies en assainissement collectif.

Pour la demande de déclassement des parcelles de la zone 1AUZac, et au regard de leur situation stratégique dans le bourg et à la proximité des équipements publics, ces terrains conservent leur caractère constructible et sont destinés à être ouverts à l'urbanisation. Parallèlement, la Zone d'Aménagement Concerté sera supprimée.

Certaines demandes concernent la suppression, le maintien ou la mise en place d'emplacements réservés en voirie et réseaux divers

- Modification d'un emplacement réservé pour permettre l'accès au réseau d'eaux usées pour prendre en compte la réalité du cheminement du réseau.
- Mise en place d'un emplacement réservé pour la réalisation d'une voie d'accès pour les services de secours et d'incendie au hameau du Friand.
- Maintien de l'emplacement réservé rue Georges de Sonnevile pour permettre l'élargissement de la rue Georges de Sonnevile à 10m d'emprise et ce afin de renforcer l'attractivité du centre-ville, d'optimiser le stationnement et les circulations douces.
- Maintien de l'emplacement réservé afin de permettre le désenclavement des fonds de parcelles par la création d'une voie nouvelle entre la rue Magellan et la rue Georges de Sonnevile.

Demandes d'identification du patrimoine bâti et végétal, ou de préservation de zone humide

Dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable, la préservation et la valorisation du patrimoine bâti et végétalisé remarquable de la commune constitue un objectif fort.

Un travail important a été mené tout au long de la révision du Plan Local d'Urbanisme par le service urbanisme pour affiner l'identification et le repérage des éléments de paysage à protéger, à conserver, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural.

Les demandes référencées ci-dessus ont ainsi fait l'objet d'un repérage précis et ont été identifiées au titre de l'article L 151-19 du Code de l'urbanisme.

La zone humide située au Bois Montet, recensée par le Syndicat Mixte du Bassin Versant du Ruisseau du Guâ, sert de bassin de rétention naturel et participe à la biodiversité. Elle sera classée en zone N1 dans le cadre de la révision du Plan Local d'Urbanisme.

→ Mme Heinrich évoque le fait que le bilan de la concertation laisse place au doute sur l'enfouissement de la ligne ferroviaire dans le cadre de la suppression ou non des passages à niveau.

→ M. le Maire indique qu'il souhaite l'enfouissement mais que Réseau Ferré de France a envisagé, comme tout le monde le sait, un autre scénario, moins coûteux, qu'on ne peut occulter.

→ Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, **à l'unanimité**, décide :

- De tirer le bilan de la concertation préalable à la révision du Plan Local de l'Urbanisme,
- Aucune observation de nature à remettre en cause les orientations retenues n'ayant été relevée, considère ce bilan favorable et décide de poursuivre la procédure.

3. Arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme

→ Mme Bories présente les objectifs et les choix d'aménagement et de zonage qui ont été faits. Elle précise pour chacune des zones, les règles d'urbanisme applicables.

→ M. Goudeau demande des explications : « si on veut se limiter à l'objectif de 5 000 habitants en 2027, on est sur la construction de 230 logements dont 93 pour le maintien de la population actuelle et 137 pour l'accueil de la nouvelle population.

On détermine un besoin et on définit une superficie un peu plus grande pour y arriver, c'est bien cela ? »

→ M. le Maire répond que l'on met en place les superficies à construire nécessaires pour réaliser le nombre de constructions prévu dans le Plan d'Aménagement et de Développement Durable de la Commune.

→ M. Goudeau objecte que si l'objectif en 2027 prévoit 230 logements, d'ici 2027, on ne respectera pas l'objectif de la loi SRU.

→ M. le Maire répond que les objectifs seront tenus en matière de production de logements sociaux, c'est la loi. L'Etat est très attentif et a validé le projet de la Commune. Effectivement, c'est difficile de concilier limitation de l'augmentation de population et production de logements sociaux avec des typologies diverses

→ Mme Bories précise que les calculs sont complexes.

→ M. Goudeau demande si la maison du garde barrière intégrée dans le périmètre du programme de la SCI GL Marsac va être conservée comme éléments de patrimoine rural ou non.

→ M. le Maire répond qu'elle n'est pas recensée comme élément de patrimoine mais que le permis de construire délivré vaut permis de démolir et donc intègre cette maison. Pour autant, elle n'est pas démolie à ce jour car il a été constaté que le câble d'alimentation du passage à niveau de la voie ferrée est branché dans cette maison. M. le Maire s'engage à faire part de cette demande de conservation au propriétaire de la maison, la SCI GL Marsac.

→ M. Goudeau se questionne au sujet des liaisons douces et la mise en valeur de la halte TER, y a-t-il des espaces prévus pour des parcs relais ?

→ M. le Maire répond que oui, qu'il y a un projet global avec tous les partenaires (Commune de Carbon-Blanc, Bordeaux Métropole, Région, SNCF et Communauté de Communes du Secteur de Saint-Loubès) dans lequel est prévu d'aménager un parc relais mais également un projet d'aménagement et de mise en valeur de la gare. La commune est partie prenante dans ce projet et souhaite agir, pour sa part, vite. Les questions des transports et les problématiques de développement durable ne peuvent plus attendre.

→ Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, **à l'unanimité**, décide :

→ d'arrêter le projet de révision du PLU de la commune de Sainte-Eulalie tel qu'il est annexé à la présente,

→ de préciser que le projet de révision du PLU sera communiqué pour avis :

- au Préfet de la Gironde
- au Président du Conseil Régional de la Nouvelle Aquitaine ;
- au Président du Conseil Départemental de la Gironde ;
- au Président de la Chambre d'Agriculture de la Gironde ;
- au Président de la Chambre des Métiers ;
- au Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux ;
- au Président du SYSDAU ;
- au Président de la Communauté de Communes du Secteur de Saint-Loubès ;
- au Président de Bordeaux Métropole ;
- aux Maires des communes limitrophes à savoir, Ambarès-et-Lagrave, Carbon-Blanc, Lormont, Saint-Loubès, et Yvrac ;
- à la Présidente du Syndicat Mixte du Bassin Versant du Ruisseau du Guâ.
- au représentant de l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains ;
- à la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers ;
- au représentant du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement ;
- au Centre National de la Propriété Forestière ;
- à l'Institut National de l'Origine et de la Qualité ;
- d'informer que les Présidents des associations visées à l'article L.132-12 pourront en prendre connaissance, conformément aux dispositions dudit article.

4. Régularisation acquisition parcelles Chemin de Loume

→ Mme Bories présente ce point et rappelle qu'au vu de l'emplacement réservé n°12 du Plan Local d'urbanisme concernant « l'élargissement du chemin de Loume à 10 m d'emprise », des articles L1311-9 et L1311-10 2° du Code Général des Collectivités Territoriales et du projet d'acquisition qui présente une valeur inférieure au seuil de consultation, il est proposé de procéder aux démarches et formalités nécessaires à l'acquisition auprès des propriétaires M. et Mme DAGENS des parcelles cadastrées AH325p, et AH 326p pour une superficie respective de 52m² et 49m².

Elle ajoute que le prix d'acquisition est fixé à l'euro symbolique.

→ **Vote à l'unanimité.**

5. Acquisition parcelle AA332 – ER n°14 au PLU

→ Mme Bories explique qu'au vu de l'emplacement réservé n°14 du Plan Local d'urbanisme concernant l'élargissement de la rue Joséphine à l'ouest du Chemin de Loume à 12m d'emprise, des articles L1311-9 et L1311-10 2° du Code Général des Collectivités Territoriales, et que le projet d'acquisition présente une valeur inférieure au seuil de consultation, il est proposé de procéder aux démarches et formalités nécessaires à l'acquisition auprès du propriétaire, M. et Mme De Tena Y Tena de la parcelle cadastrée AA 332 pour une superficie de 29ca.

Elle ajoute que le prix d'acquisition est fixé à l'euro symbolique.

→ **Vote à l'unanimité.**

6. Consultation assurance des biens et des véhicules

→ M. Yanini rappelle qu'à l'approche de la date d'échéance des contrats d'assurance de la collectivité en termes de responsabilité civile, dommages aux biens, protection juridique et protection des élus et des agents dans le cadre de leurs missions ainsi que la flotte automobile et l'auto-mission, une consultation a été menée auprès de plusieurs compagnies d'assurances afin d'étudier et de comparer nos contrats actuels avec les offres des compagnies d'assurance concurrentes.

Toutefois, et suite à la consultation menée, seule la compagnie d'assurance LA MAIF (notre assureur actuel) s'est positionnée et a rendu une offre complète, les autres compagnies ne souhaitant pas se positionner.

La proposition réceptionnée est la suivante :

- Assurance flotte véhicules : cotisation annuelle de 7 033.08€HT (8 500.09€TTC)
- Assurance auto-mission : cotisation annuelle de 393.59€HT (483.45€TTC)
- Assurance patrimoine mobilier et immobilier / responsabilité civile / protection fonctionnelle / protection juridique : cotisation annuelle de 45 219.95€HT (49 213.76€TTC)

Il propose d'approuver cette offre et d'autoriser M. le Maire à la signer.

→ **Vote à l'unanimité.**

7. Consultation assurance risques statutaires du personnel

→ M. le Maire explique qu'une procédure adaptée a été lancée le 9 novembre 2018 dans le cadre du renouvellement des assurances liées aux risques statutaires du personnel titulaire de la collectivité sur les bases suivantes :

- durée du contrat : 4 ans,
- offre de base : couverture des risques accident de travail, maladie professionnelle et décès,
- tranche optionnelle n°1 : couverture du risque congé maladie ordinaire,
- tranche optionnelle n°2 : couverture des risques longue maladie et maladie longue durée,
- tranche optionnelle n°3 : couverture des risques maternité et adoption,
- tranche optionnelle n°4 : couverture du risque mi-temps thérapeutique.

La date limite de réception des offres avait été fixée au lundi 3 décembre 2018 à 12h00.

5 sociétés ont retiré le dossier de consultation et 3 offres ont été déposées.

Le tableau récapitulant les offres réceptionnées est le suivant :

	ASSUREUR ACTUEL	OFFRES		
SOCIETES	PILLIOT	SOFAxis	GRAS SAVOYE	SMACL
Solution de base				
Garantie Accident/Maladie imputable au service	1,00%	2,16%	1,76%	2,20%
Garantie décès	0,17%	0,18%	0,18%	0,16%
Options				
1-a Garantie Maladie ordinaire (sans franchise)	4,28%	6,15%	6,50%	6,95%
1-b Garantie Maladie ordinaire (franchise 15 jours)	3,08%	3,30%	3,25%	4,53%
1-c Garantie Maladie ordinaire (franchise 30 jours)	2,61%	2,30%	2,07%	3,44%
Garantie longue durée	3,89%	1,94%	1,30%	2,95%
Garantie maternité	0,53%	0,40%	0,48%	0,60%
Garantie mi-temps thérapeutique	Inclus dans l'offre de base	Inclus dans l'offre de base	Inclus dans l'offre de base	Inclus dans l'offre de base

Risques couverts sur la période 2017-2018

→ M. le Maire propose de retenir l'offre du cabinet GRAS SAVOYE (offre de base) pour un taux de cotisation de 1.94% de la masse salariale couvrant les risques décès, accident du travail et maladie professionnelle.

→ Mme Heinrich demande pourquoi le Cabinet PILLIOT n'a pas répondu.

→ M. le Maire répond que le Cabinet PILLIOT a perdu de l'argent avec le contrat de Sainte-Eulalie en cours d'où sa non réponse à ce nouveau contrat.

→ **Vote à l'unanimité.**

8. Consultation pour le renouvellement de 4 copieurs dans les écoles

→ M. Hurier présente les offres pour renouveler les 4 copieurs des écoles : 2 au sein du Pôle Educatif Saint Exupéry et 1 dans chaque école maternelle.

La synthèse des 4 offres réceptionnées est la suivante :

<i>Société</i>	<i>Loyer mensuel Montant HT</i>	<i>Coût achat Prix HT</i>	<i>Prix page N&B</i>	<i>Durée de location</i>
CAPEA	227.25€ = 14 316.75€	11 047.47€	0.0034€	5 ans et 1 trimestre (63 mois)
LBS Bordeaux	290.13€ = 18 278.19€	14 900.00€	0.0034€	5 ans et 1 trimestre (63 mois)
SHARP	123.33€ = 7 769.79€	6 800.00€	0.0029€	5 ans et 1 trimestre (63 mois)
TOSHIBA	136.00€ = 8 568€	7 558.00€	0.0035€	5 ans et 1 trimestre (63 mois)

→ M. Hurier propose de retenir l'offre de la société SHARP pour 4 copieurs en location.

→ **Vote à l'unanimité.**

9. Consultation aménagement paysager Place Mozart

→ M. Dutruch présente l'objet de la consultation qui a été menée en vue de réaliser les travaux d'aménagement paysager de la Place Mozart et dont les 2 lots sont :

- Lot 1 : VRD
- Lot 2 : Paysage

La commission d'appel d'offres s'est réunie le 19 novembre 2018 pour l'ouverture des plis réceptionnés et le 6 décembre 2018 en vue de l'analyse des offres.

Pour le lot n°1 (3 offres) :

- société COLAS : 203 838.85€TTC (169 865.71€HT),
- société ATLANTIC ROUTE : 232 768.94€TTC (193 974.12€HT),
- société CMR : 248 704.73€TTC (207 253.94€HT).

→ Après analyse, il propose de retenir l'offre de la société COLAS.

Pour le lot n°2 (3 offres) :

Offre de base : aménagement paysager de la Place Mozart

- Société Bernard Paysage Environnement : 79 356.13€HT,
- Société Antoine Espaces Verts : 77 367.44€HT,
- Société ID Verde : 79 273.76€HT.

Offre de base et options : aménagement paysager de la Place Mozart et de la rue Adrien Piquet

- Société BPE : 95 642.85€HT,
- Société Antoine Espaces Verts : 92 809.75€HT,
- Société ID Verde : 94 140.89€HT.

Après négociation, les sociétés ont ajusté leur proposition :

- Société BPE

* offre de base : 78 518.39€HT

* offre de base et options : 94 222.07€HT

- Société ID Verde

* offre de base : 78 500.00€HT

* offre de base et options : 92 700.00€HT

→ Après analyse, il propose de retenir l'offre de la société BPE (Bernard Paysage Environnement) (offre de base et options).

→ M. Goudeau demande si en terme de VRD, les travaux concernent les 2 voies.

→ M. Dutruch répond que les travaux concernent les 2 rues et la Place Mozart.

→ **vote à la majorité** (3 votes contre Mme Heinrich, M. Goudeau et M. Blanchard).

10. Convention de projet urbain partenarial avec la SAS Brasserie Myla

→ Mme BORIES présente ladite convention de projet urbain partenarial qui a pour objet la prise en charge financière des équipements publics dont la réalisation par la Commune de Sainte-Eulalie est rendue nécessaire par l'implantation du restaurant « Chez le Brasseur » au 73 avenue de l'Aquitaine, sur la parcelle cadastrée BA 18, d'une superficie de 2 155m².

La Commune de Sainte-Eulalie s'engage à réaliser, hors du terrain d'assiette de l'opération, les travaux d'extension au Réseau Public d'Electricité nécessaires au raccordement du restaurant « Chez le Brasseur » dimensionnés pour une puissance de 250KVA.

Le coût prévisionnel des travaux s'élève à 14 088.96€TTC.

La Commune de Sainte-Eulalie s'engage à achever les travaux de réalisation des équipements au plus tard le 30 juin 2019.

La société SAS Brasserie Myla s'engage à verser à la Commune le coût des équipements publics nécessaires aux besoins du restaurant « Chez le Brasseur ».

Mme Bories propose d'approuver ladite convention et d'autoriser M. le Maire à la signer.

→ M. Goudeau rappelle que dans le PLU, il y a l'objectif de diversifier les activités de la zone commerciale et constate qu'il s'agit de la 4^{ème} brasserie.

→ M. Hurier répond que c'est une activité différente car il y aura une activité de brassage sur place accompagnée d'une activité de restauration. Il rappelle que l'implantation des enseignes est libre en France et que, justement, quand le nouveau PLU sera en place, la Commune aura un peu plus de moyens pour définir le type d'activités de commerce, de services ou de loisirs souhaité.

→ **Vote à l'unanimité.**

11. Convention d'occupation du domaine public avec la société Bouygues

→ M. le Maire présente ladite convention d'occupation du domaine public qui a pour objet la mise à disposition par la Commune d'emplacements dépendants d'un terrain communal sis rue de l'Abbaye de Bonlieu (entre l'autoroute A10 et la voie de chemin de fer), dans la zone commerciale, afin d'y installer, exploiter des équipements techniques de communication électronique et audiovisuels appartenant à l'opérateur Bouygues Télécom.

L'objectif est d'améliorer la couverture des téléphones mobiles des Eulaliens.

Les emplacements mis à disposition se composent d'une surface d'environ 30m² destinée à accueillir les infrastructures et équipements techniques susvisés.

La redevance annuelle versée par l'opérateur est de 7 500€.

Durée : 12 ans.

→ M. le Maire propose d'approuver la convention d'occupation du domaine public.

→ **Vote à l'unanimité.**

12. Convention avec la Commune d'Yvrac – Police Municipale Pluricommunale

→ M. le Maire présente ladite convention qui a pour objet de définir les modalités d'organisation et de financement du service de Police Municipale Pluricommunale entre les Communes d'Yvrac et de Sainte-Eulalie.

Les agents de Police Municipale de Sainte-Eulalie seront ainsi appelés à intervenir sur l'ensemble du territoire des communes d'Yvrac et Sainte-Eulalie et assureront les compétences suivantes :

- La police administrative.
- La surveillance de proximité sur l'ensemble du territoire des deux communes.
- Faire appliquer et sanctionner le non-respect des arrêtés municipaux, préfectoraux et du Règlement Sanitaire Départemental.
- La police funéraire.
- Les problèmes de voisinage.
- L'enregistrement, la transmission et la surveillance des Opérations Tranquillité Vacances (OTV) en coordination avec la brigade de Gendarmerie pour lutter contre les cambriolages dans les heures de service.
- Relever et sanctionner les infractions liées aux dépôts d'immondices en tous genres, à l'affichage sauvage et à la réglementation relative à la publicité.
- La gestion des objets trouvés sur la commune.
- La gestion des animaux causants des nuisances, errants ou dangereux.
- La gestion des chiens catégorisés.
- La Police Municipale Pluricommunale est chargée, conjointement avec la Gendarmerie de contrôler les stationnements illicites des gens du voyage sur le territoire des communes et de suivre éventuellement les procédures d'expulsion engagées.
- Faire respecter et sanctionner les infractions au Code de la Route.
- La Police Municipale Pluricommunale surveille les opérations d'enlèvement des véhicules, et notamment les mises en fourrière.
- Constater et relever, par procès-verbal, les nuisances sonores caractérisées.

Les 4 agents (un responsable de service, deux policiers municipaux et un ASVP) seront de plein droit mis à disposition sur le territoire d'Yvrac.

La mise à disposition sera prononcée pour une durée d'un an, à compter du 1er mars 2019 (sous réserve de l'obtention de l'ensemble des autorisations) et renouvelable par période n'excédant pas trois ans.

Pour rappel, les agents du service de Police Municipale Pluricommunale sont dotés d'armes de catégories B et D et suivent un entraînement régulier au maniement des armes.

Le planning quotidien pour les agents de Police Municipale sur la Commune de Sainte-Eulalie sera identique à l'actuel et la proposition de fonctionnement sur la commune d'Yvrac est joint en annexe de la convention.

La répartition des coûts de fonctionnement lié au service de Police Municipale Pluricommunale se calcule de la façon suivante :

Cette participation financière est assise sur le coût estimatif de fonctionnement du service de Police Municipale Pluricommunale.

Sont prises en compte les dépenses relatives aux salaires, équipements, formations, locaux, véhicules, forfaits téléphones, vidéo protection, etc....

La commune de Sainte-Eulalie compte 4 700 habitants environ, celle d'Yvrac compte 2 800 habitants environ.

La participation aux coûts de fonctionnement de la commune d'Yvrac sera calculée au prorata du « temps agents » consacré à son territoire. De façon prévisionnelle, 19h de présence « agents » seront assurées sur le territoire d'Yvrac.

Ce temps représente 12.9% du « temps agents » total, d'où une participation d'Yvrac fixée à 12.9% du coût annuel de fonctionnement du service (estimation : 21 121.30€/an).

Cette participation financière fera l'objet de deux versements, un premier acompte de 50% au titre du premier semestre et le solde en fin d'année.

La participation financière sera revue à chaque renouvellement de convention sur la même base de calcul et suivant l'évolution de l'indice des prix des dépenses communales (« panier du Maire » calculé par l'AMF).

En cas de modification du volume horaire des agents de Police Municipale Pluricommunale pour la commune d'Yvrac, la participation sera ajustée selon les mêmes modalités de calcul.

→ M. le Maire propose d'approuver cette convention.

→ Mme Heinrich demande comment sera réparti le temps de travail (13%) sur Yvrac.

→ M. le Maire répond que les plannings sont réalisés par le responsable de la police municipale sur un volume horaire prédéterminé. S'il y a des urgences sur l'une ou l'autre des Communes, l'intervention sera réalisée.

→ Mme Heinrich demande si cela va condenser les missions sur Sainte-Eulalie.

→ M. le Maire répond que c'est une autre organisation qui sera posée pour optimiser le fonctionnement sur les 2 Communes.

→ M. Goudeau demande si cela peut engendrer un recrutement supplémentaire en cas de surcharge de travail.

→ M. le Maire rappelle l'orientation budgétaire de limiter l'augmentation de charges de personnel car la Commune n'en a pas les moyens.

→ **vote à la majorité** (3 abstentions Mme Heinrich, M. Goudeau et M. Blanchard).

13. Renouvellement du contrat enfance jeunesse avec la CAF pour la période 2018/2021

→ Mme Ayayi rappelle que le contrat enfance jeunesse, conclu entre la CAF de la Gironde et la Commune est un contrat d'objectifs et de co-financement qui contribue au développement de l'accueil destiné aux enfants et aux jeunes jusqu'à 17 ans.

Ce contrat définit les modalités d'intervention et de versement de la prestation du service enfance jeunesse (PSEJ) versée par la CAF durant la période 2018/2021 pour financer les structures suivantes :

- Crèche Cadet Roussel
- Relais d'Assistantes Maternelles
- ALSH primaire et maternel
- APS Primaire et maternel

- Centre Social et Culturel
- Ecole multisports et vacances sportives
- Poste de coordination

La convention a pour objet de :

- déterminer l'offre de service adaptée aux besoins des usagers
- décrire le programme des actions
- fixer les engagements réciproques de la CAF et de la Commune

→ Mme Ayayi propose d'approuver le contrat enfance jeunesse conclu entre la CAF de la Gironde et la Commune et d'autoriser M. le Maire à le signer.

→ **Vote à l'unanimité.**

14. Mission étude VRD confiée au cabinet LIGNES DE CONDUITE

→ M. Yanini propose de confier au bureau d'études AGORACITE une mission d'étude d'avant-projet de voirie.

Le montant de la proposition s'élève à 3 500€HT.

→ M. Goudeau demande si c'est lié à un projet particulier.

→ M. le Maire répond qu'il s'agit du projet de sécurisation sur des connexions avec des routes départementales.

→ **Vote à l'unanimité.**

15. Protocole transactionnel avec Mme FORT et M. FAIDANE

→ Mme Bories rappelle que Mme FORT et M. FAIDANE ont acquis auprès de la Commune un terrain nu d'une superficie de 350m², situé au 19 rue du Petit Bourdieu pour y construire une maison individuelle, dans le cadre de la ZAC 180.

Le constructeur « Maisons Eglantine » engagé par Mme FORT et M. FAIDANE a débuté le chantier et s'est rendu compte que les fondations de la maison appelée « Righetti », anciennement située sur ce terrain et détruite en vue de la vente du terrain, n'avaient pas été totalement détruites et retirées.

La société mandatée par la Commune pour réaliser ce chantier a été placée en liquidation judiciaire et ne peut donc reprendre le chantier.

Aussi, et afin de ne pas pénaliser le chantier de Mme FORT et M. FAIDANE, il est convenu que le constructeur de la maison de Mme FORT et M. FAIDANE se chargera de l'enlèvement des anciennes fondations et qu'un protocole transactionnel sera signé entre ces derniers et la Commune.

La Commune prendra donc en charge ces travaux qui s'élèvent à 2 700€HT (3 240€TTC) et transmettra le montant de cette dépense au liquidateur en charge de la liquidation de la société LARRE.

→ Mme Bories propose d'approuver ce protocole transactionnel et d'autoriser M. le Maire à le signer.

- M. Goudeau demande s'il pourra être fait un retour sur le remboursement du liquidateur.
- M. le Maire précise que la Commune ne sera pas prioritaire parmi les dettes enregistrées par le liquidateur mais que bien sûr un retour pourra être fait.
- **Vote à l'unanimité.**

16. Travaux presbytère

- M. le Maire propose de réaliser des travaux au sein des sanitaires du presbytère.
- Pour ce faire, deux consultations ont été réalisées pour l'achat de matériel :
- POINT P pour du matériel divers pour un montant de 288.04€HT (345.65€TTC) et « Mon carrelage » pour un montant de 310.15€HT (372.18€TTC),
- CEDEO pour du matériel divers pour un montant de 752.45€HT (902.94€TTC) et « Reflex Boutique » pour un montant de 972.11€HT (1 166.53€TTC).
- **vote à l'unanimité** pour retenir les deux devis ci-dessus présentés.

17. Devis panneaux – service environnement

- M. Yanini propose d'acquérir de nouveaux panneaux de signalisation routière pour des besoins de remplacement de panneaux ainsi que la mise en place de nouveaux panneaux ; pour ce faire une consultation a été menée et un devis réceptionné de la société SERI pour un montant de 152.45€HT (182.94€TTC) qu'il suggère de valider.
- **Vote à l'unanimité.**

18. Achat mobilier services administratifs Mairie

- M. le Maire propose de remplacer les fauteuils des agents à l'accueil de la Mairie qui n'ont pas été changés depuis de nombreuses années et qui sont en mauvais état, ainsi qu'une table et deux chaises enfants pour l'Agence Postale Communale.
- Il suggère de valider le devis de l'enseigne IKEA pour l'achat d'une table enfants et deux petites chaises, ainsi que six fauteuils et cinq repose-pieds, pour un montant total de 1 090.60€HT (1 308.72€TTC).
- **Vote à l'unanimité.**

19. Achat matériel école Saint Exupéry

- Mme AYAYI explique que les écoles ont besoin de nouveau matériel pour l'année à venir.
- Dans un premier temps, l'école Saint Exupéry a fait parvenir un devis de l'enseigne MANUTAN pour du matériel (cafetière et frigidaire) pour un montant de 263.47€HT (316.16€TTC).
- Elle propose de valider cette offre.
- D'autre part, une consultation a été menée pour l'achat d'une vitrine d'affichage extérieure et les offres suivantes réceptionnées :
- de l'enseigne MANUTAN pour un montant de 547.00€HT (656.40€TTC),
- de la société 2C Informatique pour un montant de 459.00€HT (550.80€TTC).

→ Mme Ayayi précise que le réfrigérateur est destiné à maintenir les coussinets réfrigérés en cas de chute et la cafetière est pour l'équipe enseignante. Elle propose de retenir l'offre de MANUTAN pour la cafetière et le réfrigérateur et celle de 2C Informatique pour le tableau d'affichage.

→ **Vote à l'unanimité.**

20. Achat jeux – ALSH

→ Mme Ayayi rappelle que le Centre de Loisirs souhaite acquérir de nouveaux jeux (jeux de société etc..) ainsi que du petit matériel pour les activités sportives avec les enfants auprès des enseignes LECLERC et la SADEL ; pour ce faire, trois devis ont été reçus pour des montants de 320€TTC, 304€TTC (ces deux devis concernent l'enseigne LECLERC) et 199€TTC (ce devis concerne l'enseigne LA SADEL).

→ Mme Ayayi propose de valider ces 3 devis reçus.

→ **Vote à l'unanimité.**

21. Achat matériel – Médiathèque

→ Mme CHAPSAL explique qu'il est nécessaire d'équiper la Médiathèque « la Cabane » avec du mobilier complémentaire, à savoir des étagères supplémentaires pour les romans jeunesse et pour lesquelles l'entreprise DPC a émis un devis pour un montant de 684.55€HT (821.46€TTC) ; aussi, elle propose de valider cette offre.

→ **Vote à l'unanimité.**

22. Achat matériel informatique complémentaire

→ M. HURIER propose d'acquérir une borne wifi pour le Pôle Saint Exupéry ainsi qu'un lecteur DVD pour la médiathèque ; pour ce faire, un devis a été émis par le prestataire AIR INFORMATIQUE, pour un montant de 237.25€HT (284.70€TTC) qu'il convient de valider.

→ **Vote à l'unanimité.**

23. Tarifs des régies 2019

→ M. le Maire présente l'ensemble des tarifs des services municipaux listés dans le tableau ci-dessous, applicables à compter du 1^{er} janvier 2019 et précise qu'une augmentation de 2% a été appliquée à la majorité des tarifs :

<i>Régies 2019</i>			
PRESTATIONS MUSICALES tarifs mensuels		Commune	Hors commune
		01/01/2019	01/01/2019
Eveil musical		12,50 €	19,00 €
Formation musicale	Cours individuel de 30 minutes		
	adulte 1 instrument	30,00 €	47,00 €
	2 instruments	46,00 €	76,00 €
	1 enfant 1 instrument	24,00 €	41,00 €
	2 instruments	37,00 €	65,00 €
	2 enfants *1 instrument	22,00 €	34,00 €
	Tarif par enfant* 2 instruments	33,00 €	51,00 €
	3 enfants *1 instrument	20,00 €	32,00 €
	Tarif par enfant * 2 instruments	29,00 €	40,00 €

	4 enfants	1 instrument	17,00 €	28,00 €
	Tarif par enfant	2 instruments	27,00 €	38,00 €
		chant	24,00 €	37,00 €
	Cours collectifs (pour les débutants)		20,00 €	32,00 €
	Ensemble (rock, clarinette...) Si uniquement		5,00 €	8,00 €
	Si au moins 1 cours d'instrument		0,00 €	0,00 €
	Inscription stage musique (clarinette ou autre) /jour		20,00 €	20,00 €
	Danse tarifs mensuels		Commune	Hors commune
			01/01/2019	01/01/2019
		adulte	25,00 €	35,00 €
		1 enfant	18,50 €	28,50 €
		2 enfants Tarif par enfant	16,50 €	26,50 €
		3 enfants Tarif par enfant	15,00 €	25,00 €
		Danse Jazz + Classique	32,00 €	40,00 €
		Danse Jazz + Classique (2 enfants/Tarif par enfant)	25,00 €	35,00 €
		Vente du DVD - Gala de danse	10,00 €	
	Restauration		Commune	Hors commune
			01/01/2019	01/01/2019
		Enfant	2,60 €	3,40 €
		Adulte	4,15 €	
		Portage de repas à domicile	4,40 €	
		Restauration PAI	1,15 €	
	ALSH - APS		Commune	Hors commune
			01/01/2019	01/01/2019
		APS 1/2h Pourcentage QF	QF*0,058%	QF*0,058%*30%
		ALSH POURCENTAGE QF	QF*1,14%	QF*1,14%*30%
		ALSH POURCENTAGE QF1/2j	QF*0,46%	QF*0,46%*30%
		ALSH POURCENTAGE QF repas	QF*0,24%	QF*0,24%*30%
	Cimetière		Commune	Hors commune
			01/01/2019	01/01/2019
	dépositaire	entrée	27,00 €	
		sortie	27,00 €	
		séjour	10,50 €	
		(par mois)	51,00 €	
		concession (m²) Loume	42,00 €	
			54,00 €	
		concession Bourg (forfait)	280,00 €	
			375,00 €	
		concession colobarium (forfait)	800,00 €	
			1 075,00 €	
		Plaque colobarium	80,00 €	
	Vacances sportives		Commune	Hors commune
			01/01/2019	01/01/2019
		> QF 500	10,00 €	
		< QF 500	12,00 €	
	Multisport		Commune	Hors commune
			01/01/2019	01/01/2019
		1 enfant	85,00 €	
		2 enfant (par enfant)	80,00 €	
		3 enfant (par enfant)	75,00 €	
		Tous au stade	5,00 €	
	Eveil Sportif 3 - 5 ans		Commune	Hors commune
			01/01/2019	01/01/2019
		< QF 500	70,00 €	
		> QF 500	75,00 €	
	Droit de plaçage		01/01/2019	01/01/2019
		mètre linéaire	3,50 €	
	Salles municipales		Commune	Hors commune
			01/01/2019	01/01/2019
		salle des fêtes (weekend)	275,00 €	500,00 €
		foyer des anciens (weekend)	145,00 €	320,00 €
		Salle de réunion (weekend)	145,00 €	320,00 €
		Caution location de salle	850,00 €	
	Prêt de salle à la	Salle des fêtes	140,00 €	250,00 €

journée	Foyer des anciens	75,00 €	155,00 €
	Salle de réunion	75,00 €	155,00 €
prêt tables (5)		-	
prêt chaises (20)		-	
Tarif table perte et casse - table blanche sdf		100,00 €	
Tarif table perte et casse - table ronde		165,00 €	
Tarif table perte et casse - ancienne table sdf		85,00 €	
Tarif table perte et casse - table blanche 80*120		85,00 €	
Tarif table perte et casse - plateau blanc		55,00 €	
Tarif table perte et casse - tréteau		6,50 €	
Tarif chaise perte et casse - Salsa		30,00 €	
Tarif chaise perte et casse - Coquille		26,50 €	
Tarif chaise perte et casse - en bois pliante		26,50 €	
Banc		60,00 €	
Caution prêt tables ou chaises prix unitaire * nb emprunté		Pas de prêt	
Festivités		Commune	Hors commune
		01/01/2019	01/01/2019
Spectacles - Concert jeunes - Divers sur réservation		5,00 €	
Spectacles - Concert jeunes - Divers sur place		8,00 €	
Théâtre concert ballet opérette		5,00 €	
Emplacement SAINTEUFOLIE(+vide grenier)/mètre linéaire		2,50 €	
Sortie concert Rocher PALMER		3,60 €	
Thé dansant (individuelle)		11,00 €	
Thé dansant (couple)		20,00 €	
Repas du 3ème âge		14,50 €	
Repas festivités (jumelage...)		35,00 €	
Repas festivités (jumelage...) famille d'accueil		0,00 €	
Marché mercredi matin		0,00 €	
Copie de document		Commune	Hors commune
		01/01/2019	01/01/2019
Copie A4 noir et blanc		0,18 €	
Copie A4 couleur		0,90 €	
Disquette		1,83 €	
cd-Rom		2,75 €	
Maison des Arts (MDA)		Commune	Hors commune
		01/01/2019	01/01/2019
PROJET DANS LA MDA participation à l'entretien et la gestion si validation du projet		commune	hors commune
		2019	
Incrémentation	par 1/2 journée	10 €	15 €
Nombre de journées	Base journée		
0,5		40,00 €	45,00 €
1		50,00 €	60,00 €
1,5		60,00 €	75,00 €
2		70,00 €	90,00 €
2,5		80,00 €	105,00 €
3		90,00 €	120,00 €
3,5		100,00 €	135,00 €
4		110,00 €	150,00 €
4,5		120,00 €	165,00 €
5		130,00 €	180,00 €
5,5		140,00 €	195,00 €
6		150,00 €	210,00 €
6,5		160,00 €	225,00 €
7		170,00 €	240,00 €
7,5		180,00 €	255,00 €
8		190,00 €	270,00 €
8,5		200,00 €	285,00 €
9		210,00 €	300,00 €
9,5		220,00 €	315,00 €
Médiathèque		Commune	Hors commune
		01/01/2019	01/01/2019
Stage seniors		10,00 €	
Formation découverte thématique / mois - de 18 ans		0,00 €	
Formation découverte thématique / mois + de 18 ans		10,00 €	
Copie A4 noir et blanc		0,25 €	
Copie A4 couleur		1,00 €	
Copie A3 noir et blanc		0,50 €	
Copie A3 couleur		2,00 €	
Livre adulte		25,00 €	
Livre jeunesse		15,00 €	
Magazine		10,00 €	

Quotidien	5,00 €
CD	25,00 €
DVD	50,00 €
Partition	30,00 €
Liseuse	300,00 €
Jeu vidéo	70,00 €
Jeu de société	50,00 €
Carte de lecteur	5,00 €

→ **Vote à l'unanimité.**

24. Souscription d'un emprunt de 350 000€

→ M. Marie évoque la nécessité de mener à bien les travaux d'aménagement paysager de la Place Mozart ;

Le Conseil Municipal vote la réalisation auprès de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou Charentes d'un emprunt de 350 000€ destiné à financer le projet d'aménagement paysager de la Place Mozart.

Le prêt souscrit a les caractéristiques suivantes :

- Montant : 350 000€
- Durée : 14 ans
- Taux : 1.70%
- Périodicité des échéances : Trimestrielle
- Base de calcul des intérêts : 30/360
- Mode d'amortissement : Amortissement progressif à échéances constantes
- Commission d'engagement : 350€

La Commune s'engage à dégager les ressources nécessaires au paiement des échéances et autorise le comptable du Trésor Public à régler, à bonne date, sans mandatement préalable, le montant des échéances du prêt au profit de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes.

→ M. Marie propose de souscrire, comme prévu au budget, un prêt de 350 000€, d'une durée de 14 ans auprès de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes et d'autoriser M. le Maire à signer le contrat de prêt au nom de la Commune et à procéder à tout acte de gestion le concernant.

→ **vote à la majorité** (3 votes contre Mme Heinrich, M. Goudeau et M. Blanchard).

25. Contrats de remplacements

→ M. le Maire rappelle que la Commune de Sainte-Eulalie recrute parfois des personnels contractuels pour assurer des tâches occasionnelles de courtes durées telles que des manifestations exceptionnelles, spécifiques ou surcroît d'activité. La commune de Sainte-Eulalie recrute également des agents contractuels pour exercer des fonctions correspondant à un besoin saisonnier. L'objectif est d'assurer une bonne continuité du service public aux Eulaliens.

L'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 relative au statut de la Fonction Publique Territoriale autorise, dans ce cas, à recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face :

- A un accroissement temporaire d'activité (article 3 1°). La durée est limitée à 12 mois, compte tenu le cas échéant du renouvellement du contrat, sur une période de référence de 18 mois consécutifs ;
- A un accroissement saisonnier d'activité (article 3 2°). La durée est limitée à 6 mois, compte tenu le cas échéant du renouvellement du contrat pendant une même période de 12 mois consécutifs.

Conformément à l'article 34 de la même loi, ces emplois doivent être créés par délibération du Conseil Municipal.

Un objectif de maîtrise des emplois pour accroissement temporaire et saisonnier d'activité est établi pour l'année 2019 afin de respecter les contraintes budgétaires de la masse salariale.

→ Il rappelle les lois n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Pour l'année 2019, il est décidé la création d'emplois pour accroissement temporaire et saisonnier d'activité. Ces emplois sont répartis selon les besoins dans les délégations et les services de la commune. En tout état de cause, les chiffres indiqués représentent un plafond d'emplois qui peuvent être mobilisés.

DELEGATION CULTURE

<i>Services</i>	<i>Cadres d'emploi</i>	<i>Nombre d'emplois</i>
Médiathèque	Adjoint de patrimoine	1
Ecole de musique	Assistant d'enseignement artistique	20
Ecole de danse	Assistant d'enseignement artistique	1

DELEGATION AFFAIRES SCOLAIRES ET ENFANCE

<i>Services</i>	<i>Cadres d'emploi</i>	<i>Nombre d'emplois</i>
Animation	Adjoint d'animation	15
Restauration	Adjoint technique	3
Affaires Scolaires	ATSEM	2

DELEGATION ACTION SOCIALE ET COMMUNICATION

<i>Services</i>	<i>Cadres d'emploi</i>	<i>Nombre d'emplois</i>
Administration générale	Adjoint technique	4
Plateforme des services publics	Adjoint administratif	3
Plateforme des services publics	Adjoint d'animation	1

DELEGATION SPORT ET JEUNESSE

<i>Service</i>	<i>Cadre d'emploi</i>	<i>Nombre d'emplois</i>
Sport	Educateurs territoriaux des activités physiques et sportives	6

DELEGATION URBANISME

<i>Service</i>	<i>Cadre d'emploi</i>	<i>Nombre d'emplois</i>
Urbanisme	Adjoint administratif	1

DELEGATION VOIRIE ET ENVIRONNEMENT

<i>Services</i>	<i>Cadre d'emploi</i>	<i>Nombre d'emplois</i>
Technique	Adjoint technique	3

DELEGATION BATIMENTS

<i>Services</i>	<i>Cadre d'emploi</i>	<i>Nombre d'emplois</i>
Technique	Adjoint technique	3

AFFAIRES GENERALES

<i>Services</i>	<i>Cadres d'emploi</i>	<i>Nombre d'emplois</i>
Entretien	Adjoint technique	6
Plateforme des services publics	Adjoint administratif	3

→ M. le Maire propose de valider ce plan pour l'année 2019.

→ **Vote à l'unanimité.**

26. Avancements de grade

→ M. le Maire explique que, suite à l'avis favorable de la commission administrative paritaire du centre de gestion de la Gironde, il est proposé de voter l'avancement de grade de 5 agents donnant pleine satisfaction dans l'accomplissement de leurs missions, à compter du 31 décembre 2018 :

- création d'un poste d'adjoint du patrimoine principal de 2ème classe (Médiathèque) en lieu et place d'un poste d'adjoint du patrimoine
- création d'un poste de brigadier-chef principal (Police Municipale) en lieu et place d'un poste de gardien-brigadier
- création de trois postes d'adjoints techniques principaux de 2ème classe (Service restauration et technique) en lieu et place de trois adjoints techniques

→ Il propose d'approuver ces cinq avancements de grade proposés et de modifier en conséquence le tableau des effectifs de la collectivité.

→ **Vote à l'unanimité.**

27. Contrats aidés : création et renouvellement

→ M. le Maire propose, afin de renforcer les services, d'embaucher deux personnes en Contrat d'Aide à l'Emploi (CAE), pour une durée d'un an : l'un au service entretien et l'autre au service environnement.

Il propose également de reconduire deux CAE, l'un à la médiation de la ville et l'autre au service technique (équipe bâtiment), et ce, pour une durée d'un an.

→ **Vote à l'unanimité.**

28. Avenant n°2 à l'accord cadre travaux de voirie

→ M. le Maire rappelle qu'un avenant n°2 à l'accord cadre de travaux de voirie conclu avec la société ATLANTIC ROUTE a été établi afin d'intégrer 2 prix nouveaux au bordereau des prix unitaires nécessaires pour la réalisation du chantier de remise en état des trottoirs rue Gustave Eiffel.

- PN 5 : fourniture de pavé de type ECOROC : 43.93€HT/m²
- PN 6 : pose de pavé : 30.50€/m²

→ M. le Maire propose d'approuver l'avenant n°2 à l'accord cadre 2018-2021 relatif aux travaux de voirie.

→ **Vote à l'unanimité.**

29. Elargissement de l'éligibilité à l'IAT au grade de gardien de police municipale

→ M. le Maire rappelle que la Commune a instauré le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel pour les agents de la collectivité.

Néanmoins, les agents de Police Municipale ne sont pas éligibles à ce dispositif et restent soumis au régime indemnitaire et notamment peuvent être éligibles à l'indemnité d'administration et de technicité.

Les grades éligibles à l'IAT au sein de notre service de Police Municipale sont donc les suivants :

- Gardiens-Brigadiers
- Brigadier-chef principal

Le montant annuel de référence susceptible d'être perçu, sera affecté d'un coefficient de modulation individuelle variant de 0 à 8 maxi. Cette modulation s'appliquera selon les critères suivants :

- Présence de l'agent
- Niveau de fonctions exercées
- Niveau de technicité
- Niveau d'encadrement et de responsabilités exercées
- Importance des sujétions auxquels le bénéficiaire est appelé à faire face
- Effort de formation
- Manière de servir

→ M. le Maire propose d'approuver les modalités de mise en œuvre de l'IAT telles que précisées ci-dessus pour le service de Police Municipale.

→ **Vote à l'unanimité.**

QUESTIONS DIVERSES

→ M. le Maire informe de l'exercice du droit de préemption pour une parcelle AO132 avenue Gustave Eiffel pour un prix de 15 000 €. Cette parcelle pourrait permettre de mener à bien le projet de production locale et bio pour le service de restauration.

Fin de la séance à 20h45